



DECLARATION AUX MANIFESTANTS – 2 juillet 2014

Merci d'avoir répondu à l'appel, malgré une fin d'année surchargée.

Nous sommes rassemblés aujourd'hui, encore une fois, après le 14 nov, le 5 déc, le 18 juin pour affirmer notre **opposition complète à la mise en place de la généralisation des nouveaux rythmes scolaires à la prochaine rentrée.**

Le 18 juin, nous étions encore nombreux, enseignants, personnels communaux et parents d'élèves pour revendiquer l'abrogation des décrets Peillon et Hamon et que la réforme ne doit pas s'appliquer !

Parce que la rentrée c'est demain et qu'elle s'annonce chaotique et désastreuse pour

- **les enseignants** qui vont devoir réorganiser leur emploi du temps personnel avec un mercredi travaillé en plus

- **les personnels territoriaux** qui ne savent pas encore si on va leur imposer d'encadrer les activités peri-scolaires, quelles seront leurs responsabilités et quelles récupérations seront possibles ?

- **les parents d'élèves**, qui sont aussi pour la plupart des salariés et qui vont devoir réorganiser leur temps de travail ou trouver des moyens de garde complémentaires afin de pouvoir récupérer leurs enfants avant ou après les activités péri éducatives qui seront d'ailleurs aussi payantes pour la plupart.

- que dire des **enfants aussi**, nos élèves, qui vont devoir même en maternelle se lever plus tôt les mercredis pour avoir le plaisir de travailler quelques minutes en moins par jour ou pour bénéficier, comme à Marseille, d'une après midi entière d'activités non définies à ce jour, censées être plus respectueuses de leur rythme chronobiologique...

Comment le ministre peut-il encore faire croire, à renfort de coup publicitaire que nos élèves, vos enfants, apprendrons mieux avec un week-end de 2 jours et demi ?

Vous l'avez compris,

Le responsable de tout ce désordre programmé, **c'est bien le ministre Hamon** qui a décidé d'ignorer les cris d'alertes des personnels enseignants et territoriaux qui se mobilisent avec leurs syndicats depuis près de 2 ans sur cette question, des parents qui se sont organisés en collectifs et des élus de toutes parts et de tout bord qui ont refusé de proposer un projet d'organisation.

C'est bien ce ministre qui s'obstine à passer en force, passant outre les vote contre majoritaire dans les différentes instances paritaires nationales.

On ne peut que déplorer que le respect du dialogue social promis par ce gouvernement s'apparente en réalité à un **dialogue de sourd !**

Parce que les décrets Peillon-Hamon bafouent tous les principes de l'école de la République : égalité de droit à l'instruction partout, principe de gratuité et de laïcité

Parce que les décrets Peillon-Hamon remettent en cause les statuts et les droits des enseignants (annualisation du temps de service des remplaçants et des personnels à services partagés sur plusieurs communes)

Parce que cette réforme personne n'en veut...

nous demandons solennellement au ministre de **suspendre sa réforme, d'abroger ses décrets et d'ouvrir des négociations** sur les revendications des personnels

Force Ouvrière continuera, **sans faillir** comme nous l'avons fait depuis près de 2 ans, à prendre ses responsabilités, comme aujourd'hui, même si nous sommes les seuls à appeler, pour organiser la résistance et bloquer cette réforme destructrice.

Ce 2 juillet, à la Préfecture, se réunit le Conseil départemental de l'Education nationale en présence du Préfet, de l'Inspecteur d'académie, des organisations syndicales, des fédérations de parents d'élèves et des représentants des élus du département. Il est censé avaliser l'ensemble des projets d'organisation du temps scolaire de chaque école de ce département. Projets qui ont été soit décidés par les mairies soit imposés par l'Inspection académique en l'absence de projets municipaux.

Une consultation pour la forme car les projets sont déjà publiés depuis plus d'une semaine sur le site du ministère de l'Education nationale !

Notre délégué Force Ouvrière réaffirme en ce moment les revendications que nous exprimons.

Nous communiquerons les résultats de ce CDEN aux écoles demain et nous vous donnons RDV à la rentrée pour de nouvelles actions.

Le SNUDI FO et la Fédération de l'enseignement FO a déjà décidé d'une rencontre intersyndicale, au niveau national, la semaine précédent la rentrée afin d'organiser la lutte, dans l'unité des revendications.

Franck NEFF – secrétaire départemental SNUDI FO 13

07.62.54.13.13